

## L'ÉDITO

### Israël - Instigateur de paix au Moyen-Orient ?



**Sarah CHEMLA**

est une ancienne élève des classes préparatoires MPSI/MP à Janson de Sailly et de l'Université Paris Dauphine, diplômée en mathématiques appliquées, informatique et sciences des données. Elle change ensuite de voie et part s'installer à New York, où elle entre en politique et diplomatie internationale en intégrant la Mission d'Israël à l'ONU en tant que Conseillère pour l'Ambassadeur d'Israël, Danny Danon. Actuellement basée en Israël, elle travaille à la fois comme contributrice pour le Jerusalem Post ainsi que comme conseillère indépendante en politique, diplomatie et stratégie digitale.

Albert Einstein a dit un jour : "La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Ici, nous avons réuni théorie et pratique : Rien ne fonctionne... et personne ne sait pourquoi !"

Plus d'un demi-siècle plus tard, on pourrait parier qu'Einstein définirait l'année que nous venons de terminer ainsi : Rien de fonctionnelle, et personne ne sait pourquoi !

Dans un monde qui ne cesse d'évoluer à une vitesse incontrôlable années après années, 2020 est arrivée, inattendue, balayant avec elle projets et certitudes. D'une incompréhension totale, à une réactivité plus ou moins pertinente, notre monde touché par cette pandémie ne sera plus jamais le même.

Pour certains, il ressort malgré tout de cette année édifiaante une note positive. C'est le cas du Moyen Orient, et en particulier d'Israël, l'État le plus controversé de cette région qui ne cesse de surprendre.

La stabilité du Moyen-Orient et la résolution du conflit Israël-Palestinien sont des objectifs qui tiennent jusqu'à aujourd'hui en haleine les dirigeants du monde entier, mandat après mandat, décennies après décennies, chacun considérant la résolution de ces enjeux comme primordiale dans leur accomplissement en tant que dirigeant, leur permettant d'entrer dans les livres d'Histoire comme celui ou celle qui aura réussi cet utopique pari où tant d'autres ont échoué.

Un seul y est parvenu. Et il s'agit du non moins controversé Président Américain Donald J. Trump, qui termine son mandat présidentiel cette semaine dans un climat on ne peut plus chaotique.

Certains diront que ses accomplissements au Moyen Orient n'en sont pas, mais les principaux intéressés confirmeront l'étendue encore inexplorée des perspectives qui s'offrent désormais à eux, grâce à ces si attendus accords de paix entre Israël et ses voisins Arabes.

Jusqu'à l'été 2020, seuls deux accords de paix furent conclus entre l'État juif et ses pays frontaliers : le premier avec l'Égypte en 1979 et le second, quinze ans plus tard en 1994, avec la Jordanie.

Pour autant, si les parties prenantes de ces normalisations établissent alors des relations diplomatiques et politiques, allant même jusqu'à conclure des accords économiques - une première pour Israël avec des pays Arabes depuis son indépendance en 1948 - il n'en fut pas de même pour les populations respectives de ces pays qui n'ont pas vu leur quotidien réellement impacté par ces normalisations.

## REGARD D'EXPERT

### L'Afrique et la vaccination : comment faire ?



**Pierre JACQUEMOT**

est senior economic advisor pour le groupe ESL Network. A la fois universitaire et diplomate, il est ancien ambassadeur de France au Kenya (2000-2003), au Ghana (2005-2008), puis en République Démocratique du Congo (2008-2011). Il a également été directeur de la coopération au développement au Ministère français des affaires étrangères, chef de mission de coopération (Burkina Faso, Cameroun), conseiller du Président Abdou Diouf (Sénégal, 1984-1987), maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine et professeur à l'Université de Dakar et l'Université d'Alger. Actuellement, il est président du Groupe Initiatives (France), membre du Conseil national du développement et de la solidarité international ainsi que du Comité de rédaction de la revue Afrique contemporaine. Il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont l'Afrique des possibles, les défis de l'émergence et l'Ecologie, les mots pour comprendre (2020).

La peur affecte à présent le continent africain qui avait jusqu'à présent été relativement épargné par la Covid-19. Après avoir enregistré trois millions de cas et seulement 75 000 décès à la fin de l'année passée, l'Afrique est devenue depuis la deuxième région où la progression de la pandémie est la plus rapide derrière l'Amérique du Nord.

L'année 2020 marque un tournant en ce sens.

Témoin de quatre accords signés en l'espace de quelques mois entre Israël et des États arabes jusque-là plus ou moins hostiles à toute forme de relations avec l'État Hébreu, 2020 fut l'année de tous les miracles pour le Moyen-Orient.

Premièrement avec les Émirats Arabes Unis courant Août, suivi de très près par le Bahreïn en Septembre, puis le Soudan en Octobre, et enfin le Maroc en Décembre.

Cinq mois pour quatre accords, où cinquante ans ont à peine suffi à en conclure deux.

Force est de constater l'ampleur de l'accomplissement mené de front par les États-Unis, et plus précisément par l'administration Trump, qui a réussi en l'espace de quatre ans de travail à résoudre - encore partiellement mais sûrement - certains des conflits majeurs du Moyen-Orient.

Et ce n'est pas fini. L'effet boule de neige de ces premiers exploits s'accroît d'autant plus que d'autres États arabes de la région - l'Arabie Saoudite, Oman, pour ne citer qu'eux - ont également exprimé leur intérêt de suivre le mouvement de normalisation dans les mois et années à venir.

Plusieurs questions viennent alors se poser quant à la solidité de ces accords de paix, ainsi que l'impact qu'ils auront sur la région.

Pourquoi ces accords sont-ils différents des précédents ? Sont-ils faits pour durer ou sont-ils le fruit d'un chantage économique et politique des États-Unis ? Seront-ils impactés par le changement d'administration aux États-Unis ?

Ces accords sont différents des précédents car ils ne sont pas simplement diplomatiques, mais ils incluent les citoyens des pays concernés. Ces accords sont tangibles. Ces accords sont humains.

Qui aurait imaginé un jour voir un avion israélien El-Al se poser à Abu Dhabi, accueilli par une assemblée d'Émiratis sur un parterre de drapeaux d'Israël ? Qui aurait prédit il y a quelques mois que pas moins de deux vols journaliers fassent des allers-retours entre Tel Aviv et Dubaï, transportant des milliers de touristes entre les deux destinations ?

Des accords économiques, technologiques, touristiques, et éducatifs ont déjà été conclus entre les deux pays. Des collaborations entre institutions médicales ont vu le jour, des webinars entre associations ont été lancés. Des produits israéliens ont été importés aux Émirats. Et ce n'est qu'une question de temps pour que le développement de tels liens ne s'établisse avec les autres pays signataires.

Mais il existe une autre raison qui a entièrement changé la donne dans la façon dont ces accords ont été reçus dans chacun des pays concernés, suscitant un engouement sans précédent : les réseaux sociaux.

Aujourd'hui, la digitalisation de la politique et les réseaux sociaux ont apporté un renouveau sur l'essence même de ce qu'est un accord de paix.

Et c'est la notion de partage qui en est ressortie, tant la joie d'ouvrir leurs frontières et d'établir des liens réels entre les cultures a galvanisé les ressortissants de chacun de ces pays.

Filtre Instagram, campagne Facebook, hashtag Twitter, aucun

La nouvelle variante de la Covid-19 en Afrique du Sud, où la situation sanitaire est hors de contrôle, est particulièrement agressive et représente la plupart des nouveaux cas.

Dans la course à la vaccination, l'OMS craint un « nationalisme vaccinal », un chacun pour soi qui pénaliserait les pays n'ayant pas les moyens d'obtenir les précieuses doses pour se protéger de la Covid-19. L'Union africaine (UA) vient d'obtenir 270 millions de doses auprès de trois grands fournisseurs : Pfizer-Biotech, Astra-Zeneca (par l'intermédiaire du Serum Institute of India) et Johnson & Johnson. Toutes les doses seront utilisées cette année a promis Cyril Ramaphosa, l'actuel président sud-africain de l'UA. Ces doses s'ajoutent aux 600 millions de doses déjà promises par le mécanisme Covax mis en place par l'OMS et l'Alliance pour les vaccins (Gavi) qui vise à fournir des vaccins aux pays à faible revenu. Est-ce suffisant ? Avec deux doses par personne, l'Afrique aura besoin de 2,6 milliards de doses. Le compte n'y est pas.

Les premières doses de Covax qui seront disponibles au cours du premier semestre 2021 suffiront à peine pour vacciner les travailleurs de la santé. Au mieux, l'OMS espère voir vaccinés 20 % d'ici la fin de l'année 2021. Il faudra entre deux et trois ans pour vacciner au moins 60 % de la population et pour atteindre l'immunité collective.

Une campagne beaucoup trop lente pour certains pays qui préfèrent jouer la carte du bilateralisme plutôt que d'attendre. Des pays proches de la Chine, comme la RD Congo, négocient avec elle pour avoir le vaccin Sinopharm. D'autres, plus proches de la Russie, comme la

moyen digital ne fut épargné par les parties prenantes des accords, générant une implication directe et inédite des citoyens de ces pays dans ces moments qui ont marqué l'histoire.

Peut-être que cette médiatisation inouïe fut également une conséquence de la pandémie mondiale du coronavirus, obligeant une digitalisation hors norme de ces événements historiques, faute de pouvoir les organiser en présentiel, touchant alors un plus grand nombre de personnes.

Alors non, ces accords ne sont pas éphémères.

Un chantage économique ? Je ne crois pas. Les Émirats sont sûrement la dernière entité étatique pouvant être soudoyée financièrement. Le Bahreïn ? De même.

Un chantage politique ? Il y a évidemment eu des négociations quant à ce que chaque partie recevrait en acceptant la normalisation. Pour le Soudan, ce fut la levée des sanctions américaines. Pour le Maroc, ce fut la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental par les États-Unis.

Mais parler de chantage reviendrait à insinuer que ces pays signataires n'ont rien à gagner en normalisant leur relation avec Israël. Pourtant, c'est tout le contraire. Que ce soit dans la lutte contre le terrorisme, l'expertise médicale, ou encore la formation militaire de pointe, sans parler de l'expansion du marché du tourisme, Israël a beaucoup de ressources - tant intellectuelles, matérielles que humaines - à exporter.

Concernant le changement d'administration Américaine, il est peu probable que le nouveau Président des États-Unis revienne sur ces avancées historiques, ravivant l'image Américaine au Moyen-Orient. Il est au contraire fort à présager qu'il continuera dans la lignée de son prédécesseur, avec plus ou moins de poigne.

Le Moyen-Orient, en pleine métamorphose, prend désormais son destin en main. Et rien ni personne ne l'arrêtera. La conférence des pays du Golf au début du mois l'a prouvé avec la réconciliation tant attendue entre le Qatar et l'Arabie Saoudite, l'Égypte et le Bahreïn. Un accord prochain entre le Qatar et Israël serait-il envisageable ? Rien n'est plus impossible dorénavant.

Finalement, une dernière question reste en suspens : qu'en est-il de la cause palestinienne ? Pour les pays arabes du Moyen-Orient, le développement de leur relation avec Israël prédomine-t-il désormais sur leur combat pour la cause palestinienne ?

Bien que l'arrêt immédiat des implantations Israéliennes en Judée Samarie fût une clause fondamentale des Accords d'Abraham signés à Washington, l'avenir de la cause palestinienne n'a jamais été autant relégué au second plan que durant ces derniers mois.

Entre l'interminable mandat de quatre ans du Président de l'Autorité Palestinienne, au pouvoir depuis maintenant onze ans, les scandales éducatifs de UNRWA (incitation à la haine et au jihad contre Israël) et la continuité des paiements à vie aux familles de terroristes commettant des crimes contre la population Israélienne, les avantages à tirer de leur soutien à cette cause pour les pays arabes de la région sont bien moins évidents.

En définitive, la résolution du conflit Israël-Palestinien pourrait-elle venir de la normalisation diplomatique entre Israël et tous ses voisins arabes ?

Rien n'est moins sûr désormais ●

Guinée, tentent de faire de même pour obtenir le vaccin Spoutnik-V. Conakry a demandé à Moscou de lui livrer deux millions de doses pour vacciner dans un premier temps un petit nombre de volontaires d'un certain âge. La Tanzanie fait cavalier seul le porte-parole du ministère de la santé vient de déclarer que son gouvernement n'avait pas l'intention d'importer des vaccins, mais qu'il fondait plutôt ses espoirs sur la recherche sur les « plantes locales ».

L'archipel des Seychelles est le premier pays africain à avoir commencé à vacciner toute sa population, avec le vaccin chinois Sinopharm. Mais le pays ne compte que 98 000 personnes. Loin des 214 millions de Nigériens.

D'autres pays ont adopté une stratégie singulière. Pour de nombreux Sud-Africains, la façon de se faire vacciner le plus vite possible consiste à être volontaire pour participer à un essai clinique. Ce pays, comme le Kenya, l'Égypte et le Maroc ont négocié avec les laboratoires pharmaceutiques des essais cliniques sur leur sol. Ainsi le Maroc a participé aux essais de phase III du vaccin Sinopharm, dernière phase avant une possible homologation. En contrepartie, le pays a un accès prioritaire à dix millions de doses. Le royaume espère commencer sa campagne de vaccination en février et être en mesure de fabriquer le vaccin prochainement.

Pour le continent africain, le défi est financier. Il est aussi logistique. Les vaccins inoculés en Europe ou aux États-Unis, ceux de Pfizer/BioNTech et de Moderna, utilisent la technologie novatrice reposant sur l'ARN messager et nécessitent un stockage à très basse tempéra-

ture : -70 degrés pour le premier, -20 pour le second. Ce qui représente un véritable casse-tête logistique pour le distribuer, encore plus dans des régions isolées ou sous des chaleurs tropicales, dans les régions où le dernier kilomètre se fait à l'arrière d'une moto. Le vaccin d'Astra-Zeneca présente deux avantages majeurs pour

les pays africains : sa température de stockage se situe entre 2 et 8 degrés et les doses sont beaucoup moins chères, entre deux et trois dollars par injection contre 25 au minimum pour les deux autres.

Reste à convaincre les Africains de recevoir des injections. Le plai-

doyer ne sera peut-être pas aussi difficile qu'en France : selon une enquête menée par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) : 79 % en moyenne des Africains interrogés dans 15 pays se feraient vacciner contre le nouveau coronavirus si le vaccin était jugé « sûr et efficace » ●

## REGARD D'EXPERT

### Comment Wikipédia est passé du statut de "mauvais élève" à celui de modèle alternatif d'organisation de l'information



**Damien Liccia**

Vice-président de l'Observatoire stratégique de l'information



**Jean-Baptiste Delhomme**

Partner d'Antidox

La presse française et internationale s'est largement fait l'écho, la semaine dernière, des 20 ans de Wikipédia, en soulignant au passage la manière dont ce site collaboratif, fortement critiqué à ses débuts pour son manque de fiabilité, s'est imposé comme une référence incontournable dans le paysage du web contemporain. De là à ce que l'éthique procédurale qui structure une partie de l'encyclopédie en vienne à être transposée à des réseaux sociaux en crise permanente, il n'y a qu'un pas - que certains observateurs, chercheurs et acteurs politiques songent, de plus en plus, à franchir. L'actualité récente ne manque jamais de souligner combien l'espace public numérique est en proie à de multiples questionnements existentiels, qui font quelquefois du démantèlement des réseaux sociaux et de la limitation de la liberté d'expression sur le web une question de survie pour la démocratie.

Dans ce climat de remise en cause drastique, Wikipédia est souvent mis en avant comme le dernier "îlot de rationalité". Un constat plus que remarquable au vu de l'évolution de son appréhension au cours des dernières années. Pour mesurer le chemin parcouru, il n'est qu'à se souvenir des discours de la communauté éducative, du début des années 2000, invitant les élèves à éviter à tout prix de fréquenter ce lieu mal famé, où pulluleraient erreurs, sources vérolées et autres informations tronquées.

#### L'éthique procédurale contre l'ochlocratie (?)

Wikipédia est traversée par la pensée du logiciel libre. Aux côtés de Linux, l'encyclopédie collaborative est peut-être l'un des avatars les plus connus, et les plus appréciés universellement de cette éthique pour le moins atypique. Comme tel, l'encyclopédie est un projet éminemment politique. Au risque d'être anachronique, et

de flirter avec les limites de l'absurde, nous pourrions postuler que Wikipédia est la première incarnation tangible du concept bancal de post-vérité. Dans une logique purement autonome, refusant l'hétéronomie de la tradition, de la hiérarchie ou encore de l'idéologie, et autres déterminants spécieux, ayant conduit les siècles précédents à bien des déboires, Wikipédia est un temple de relativisme. Une incarnation et une actualisation, au sens propre (il n'est pour s'en convaincre qu'à consulter les modifications à la seconde réalisée sur le projet francophone) et au sens figuré, d'une certaine mort de la vérité. Une mort de la vérité d'autorité, dans les procédures qui régissent l'encyclopédie, puisque la centralité du consensus, auquel il faut coté que coûte parvenir, en vient à poser les conditions pour le moins étranges d'une logique de tout se vaut. En témoigne notamment le fait que les arbitres et autres administrateurs de l'encyclopédie, davantage que d'être des héros péremptoirs de vérité, capables par la seule grâce de leur titre, de trancher tous les noeuds gordiens de l'encyclopédie, sont davantage des bureaucrates dotés de pouvoir de monitoring accru. Les pouvoirs de ces acteurs relèvent ainsi davantage du fait méta (création de bots pour corriger l'orthographe, lutter contre le vandalisme, détecter des tentatives coordonnées de manipulation, bannir une IP...), que de l'écriture des faits et de l'arbitrage sur le contenu mis en ligne. Moins gardiens de la vérité, que du temple en un certain sens.

Portée par son succès croissant, l'influence des contenus de Wikipédia s'est trouvée démultipliée, et dépasse désormais très largement les simples limites de l'encyclopédie. Cette situation n'est pas sans poser des questions, d'autant que l'ambition prônée à l'encyclopédie de dire le vrai est en fait en deçà de ce qu'elle propose réellement : une synthèse plus ou moins exhaustive et plus ou moins fidèle des sources disponibles ailleurs sur le web. Cette question de la fiabilité des contenus, qui ne fait que refléter celle de la fiabilité du web de manière générale, prétend être dépassée par l'éthique de l'encyclopédie qui insiste sur la présentation claire et transparente des informations et sur l'exercice de l'esprit critique et du consensus. Le résultat n'en demeure pas moins plus complexe à appréhender que l'utilisation qui en est parfois faite par de tierces parties.

#### Le blanc-seing des GAFAM à Wikipédia

De par la richesse de ses contenus, sa facilité d'usage et la pertinence absolue de sa philosophie si particulière, l'encyclopédie est devenue pour les GAFAM une référence incontournable, faisant basculer l'encyclopédie d'espace suspect à celui de tiers de confiance. Pensons notamment à Microsoft, Facebook ou encore Google qui n'hésitent pas à utiliser les contenus produits librement, et par-là même gratuitement, par les contributeurs de l'encyclopédie pour venir enrichir les informations proposés à leurs utilisateurs. YouTube se base ainsi sur les données de l'encyclopédie pour identifier et caractériser les chaînes présentes sur la plateforme liées à des acteurs étiatiques (d'Arte, en passant par la BBC jusqu'à Sputnik). Google, toujours, donne surtout aux articles de l'encyclopédie une prime exceptionnelle en matière de SEO sur son

moteur de recherche - les pages de Wikipédia se classant quasiment systématiquement dans les premiers résultats remontés sur des requêtes centrées. La vérité du SEO étant réductible à la vérité de la SERP 1, il est peu dire que Google en accordant une telle visibilité à l'encyclopédie, contribue également à renforcer tout à la fois la légitimité et l'autorité de la plateforme. Sorte de blanc-seing accordé à l'encyclopédie, qui n'est jamais que le sommaire organisée et processus de contributions d'utilisateurs dont l'infaillibilité est loin d'être acquise, par l'acteur majeur du web social.

#### Les limites d'un devenir "Who's Who" du projet

La volonté de faire de Wikipédia une référence absolue ou encore un tiers de confiance n'est pas sans risque pour l'intégrité du projet, qui s'est toujours pensé en opposition au Who's Who like et autres sites de nature promotionnelle, en faisant valoir sa nature et son exigence encyclopédique (et plus encore sa neutralité). Ce dévoiement de son utilisation représente une forme de "trahison des clercs" (au corps défendant de ses contributeurs), puisque ce qui n'est initialement qu'un espace de savoir, devient un rouage indépassable, et nécessairement central, dans la construction d'une image en ligne, ou un espace central se prêtant à tous les jeux d'influence digitaux.

La prolifération des contributeurs intéressés et autres faux-nez téléguisés par des agences et des officines n'est que le symptôme de ce déplacement des enjeux de l'encyclopédie sur un autre terrain, celui de la réputation, de l'opinion et de l'influence. Les contributeurs bénévoles qui ont fait leur la philosophie de Wikipédia et consacrent souvent depuis des années leur temps libre à corriger les fautes d'orthographe des contenus, à améliorer la liaison entre les articles et à vérifier leur pertinence, tâches relativement peu gratifiantes s'estiment les plus légitimes pour préserver le caractère encyclopédique du site.

Ceux-ci n'en demeurent pas moins sous la pression d'une utilisation croissante de leurs contenus, qui s'accompagnent d'attentes de plus en plus fortes en matière d'exhaustivité ou d'assertivité de l'encyclopédie sur des sujets de plus en plus variés - se traduisant par un nombre croissant d'occasions de contentieux et de controverses en tout genre. L'ambition horizontale et l'âme de l'encyclopédie pourront-elles y survivre ? ●

- « Covid-19 : Wikipédia fait figure d'îlot de rationalité dans un océan de rumeurs ». Conspiracy Watch | L'Observatoire du conspirationnisme, 6 décembre 2020, <https://www.conspiracywatch.info/covid-19-wikipedia-fait-figure-d-ilot-de-rationalite-dans-un-océan-de-rumeurs.html>.
- Sur le logiciel libre, on lira avec intérêt l'ouvrage de Stéphane Broca consacré à "Lutopie du logiciel libre", et qui fait suite à la thèse de sociologie soutenue par ce dernier en Sorbonne portant sur "la construction de projets de transformation sociale en lien avec le mouvement du free software". La thèse est accessible au lien suivant : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00662283/document>
- Plusieurs dizaines, voire parfois centaines, de modifications à la seconde ont lieu sur Wikipédia, comme l'indique la section "Modifications récentes" du projet : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sp:qC3%A9cial:Modifications\\_r%C3%A9centes](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sp:qC3%A9cial:Modifications_r%C3%A9centes)

## REGARD D'EXPERT

### Extraterritorialité du droit : la Chine se dote d'outils défensifs



#### OCTOBOT CONSULTING

propose des services d'intelligence économique sur la Chine et les entreprises chinoises. Octobot allie savoir linguistique et expérience de l'IE avec des compétences techniques en développement informatique et intelligence artificielle, afin de proposer des solutions innovantes et adaptées à ce marché complexe.

Dernier acte de la présidence de Donald Trump à l'encontre de la Chine : placer les entreprises Xiaomi (un des leaders mondiaux de la fabrication et vente de smartphones) et COMAC (l'avionneur civil national) sur la liste noire de la défense américaine. Leur figuration sur cette liste suggère qu'elles sont une menace pour la sécurité de l'Etat américain et interdit tout investisseur américain, institutionnel ou particulier, de les financer. Fait nouveau dans cette lutte commerciale à coup de normes extraterritoriales, le ministère de l'économie et du commerce chinois avait publié quelques jours avant, le 9 janvier, un document intitulé "Règles pour contrer l'application extraterritoriale injustifiée de législation étrangère et autres mesures".

Ces nouvelles mesures à effet immédiat visent les situations qui "restreignent ou interdisent à tort" aux individus, entreprises ou institutions chinoises de conduire des activités économiques et commerciales normales avec des tierces parties étrangères. Le ministère chinois du commerce a indiqué que "ces règles ont été publiées pour la défense des intérêts nationaux, éviter ou limiter l'impact négatif sur les entreprises chinoises, et maintenir un ordre économique et commercial international normal". Elles prévoient que les particuliers et les entreprises chinoises peuvent signaler sous 30 jours les situations dans lesquelles leur activité est affectée par des lois extraterritoriales étrangères. Les autorités évaluent alors "si la mise en conformité [avec ces dispositions] contrevient à la loi internationale et aux normes de base des relations internationales" et son impact possible sur "la souveraineté nationale de la Chine, sa sécurité et ses intérêts de développement". Si les conditions sont réunies, le ministère prononce la non-reconnaissance de la mise en œuvre et de la mise en conformité avec ces lois. Ce mécanisme est assez similaire aux mesures prises par l'Union européenne à pour protéger ses entreprises souhaitant commercer avec des pays sous sanctions américaines comme l'Iran.

Des analystes de tout bord s'accordent à dire que les cas traités ne devraient pas être légion dans le futur proche, puisque - comme souvent en matière réglementaire et législative en Chine - les

mesures sont très vagues, et sont vues principalement comme un mécanisme de défense. Au-delà de la question de l'applicabilité et/ou de l'application effective de ces dispositions légales - qui sera de toute façon éminemment dépendante de l'évolution de la relation bilatérale Chine-Etats-Unis - ce document nous dit surtout que le droit extraterritorial n'est plus l'apanage de l'Europe et des Etats-Unis. Le symbole est important car in fine, les entreprises internationales présentes en Chine pourraient être forcées à choisir leur camp en décidant si elles doivent appliquer une réglementation chinoise ou une réglementation extraterritoriale désormais incompatibles.

En parallèle, la Chine tisse la toile de son réseau commercial à travers le monde, et compte désormais 19 accords de libre-échange signés avec 26 pays, couvrant ainsi 35% de son commerce extérieur. Parmi les derniers accords en date on compte également le Partenariat régional économique global qui englobe 15 pays représentant 30% du PIB mondial conclu en novembre, et l'accord avec l'Union européenne sur les investissements conclu le 30 décembre après 7 ans de négociations. La stratégie de la Chine consistant à nouer des accords pour créer un système commercial indépendant des Etats-Unis semble s'être accélérée à l'approche de la prise de pouvoir effective de la nouvelle administration démocrate à la Maison Blanche, le 20 janvier ●

#### À propos de nous



#### Xavier DESMAISON CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



#### Alexandre MEDVEDOWSKY Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.